



Le bulletin de l'Observatoire Régional de l'Emploi, de la Formation et des Qualifications de **Lorraine**

## É D I T O

Édito 1

Dossier : 2 à 7

**L'accueil des jeunes par le réseau des Missions locales et PAIO de Lorraine au 31 décembre 2005**

Brèves 8

### OREFQ

Centre d'Affaires Libération  
4, rue de la Foucotte - 54000 Nancy  
Tél : 03 83 98 37 37  
Fax : 03 83 98 98 78  
E-mail : [contact@orefq.fr](mailto:contact@orefq.fr)  
Site : [www.orefq.fr](http://www.orefq.fr)

Directeur de la publication :  
*Catherine FILPA*

Permanents de l'OREFQ :  
*Catherine FILPA*  
*Fabienne JIMENEZ*  
*René KRATZ*  
*Alexandre PARMENT*

Imprimerie Saint-Jacques (54-Lunéville)  
Dépôt légal : Octobre 2006 - ISSN 1240-1951

Durant l'année 2005, le réseau des missions locales et permanences d'accueil, d'information et d'orientation, qui a pour mission d'aider les jeunes dans leur insertion sociale et professionnelle, a été en contact avec 35 700 jeunes en Lorraine, soit une hausse de 8 % des effectifs par rapport à l'année précédente.

La part des jeunes de niveau VBis ou VI parmi l'ensemble des jeunes accueillis (47 %) diminue faiblement mais elle représente toujours un effectif élevé (presque 16 900 personnes). En moyenne, plus d'un jeune sur cinq a quitté l'école depuis moins de 6 mois ; les disparités sont cependant importantes selon que le jeune réside dans une zone urbaine sensible ou non.

Les motifs pour lesquels les jeunes s'adressent au réseau d'accueil peuvent être divers (travail, formation, problèmes de logement, santé, etc.). En ce qui concerne l'insertion dans la vie active, les indicateurs actualisés attestent d'une situation contrastée : meilleure qualité des emplois pour les uns mais progression du chômage pour les autres, et un accès à la formation professionnelle toujours modeste.

Les résultats publiés dans le présent bulletin proviennent de l'exploitation des données issues du logiciel *Parcours 3*, utilisé par les structures du réseau lorrain pour gérer leurs activités, et de rapprochements avec des sources d'information externes.

# dossier

## L'accueil des jeunes par le réseau des Missions locales et PAIO de Lorraine au 31 décembre 2005

### Une nette accentuation de la fréquentation du réseau d'accueil en particulier de la part des jeunes hommes

En 2005, 35 700 jeunes ont eu au moins un contact avec une Mission locale ou une PAIO en Lorraine (cf. encadré n°1), soit une augmentation de 8 % par rapport à 2004. Après une baisse régulière des effectifs féminins de 2000 à 2004, ils ont augmenté de 6,3 % en un an, soit 1 050 personnes en plus. Coté masculin, l'évolution est encore plus forte avec une hausse de 9,5 % des effectifs, soit 1 559 personnes (cf. graphique n°1). Les hommes sont donc aujourd'hui un peu plus nombreux que les femmes à recourir au réseau d'accueil et ils ont toujours tendance à rester plus longtemps en contact. Ils sont aussi un peu plus jeunes que les femmes, 39 % d'entre eux ayant au plus 20 ans contre 36 % pour les femmes.

#### Encadré n° 1

**Définition des «jeunes en contact» :** tout jeune en rapport avec une mission locale ou une PAIO est inscrit dans la base de données *Parcours 3* dans laquelle sont consignées les interventions des Conseillers dans le cadre des suivis individualisés et du traitement des demandes.

Chaque contact significatif (participation à un entretien individuel, collectif, atelier ou visite, téléphone...) donne lieu à l'enregistrement dans le logiciel d'une «actualité» et des caractéristiques de ce contact (nature du service demandé, date, proposition faite par le Conseiller...). Nos observations concernent uniquement les jeunes ayant eu un contact durant l'année 2005.

**La série statistique** initiée à partir de l'année 2000 a connu une interruption en 2004 en raison de la mise en place du nouveau système d'information du réseau d'accueil (cf. bulletin OREFQ Info n° 21 sur la mise en oeuvre du logiciel *Parcours 3*).

Nous la reprenons aujourd'hui avec l'année 2005. Les indicateurs statistiques sur les jeunes accueillis en Lorraine au 31 décembre 2005 ayant servi de base à ce bulletin sont disponibles sur notre site internet [www.orefq.fr](http://www.orefq.fr).

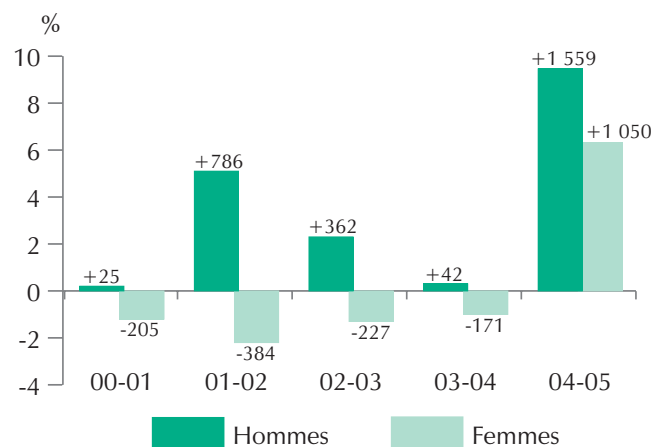
Ces données sont produites pour les zones d'emploi, les départements et la région Lorraine. Certains indicateurs ont fait l'objet d'une adaptation afin de prendre en compte les informations nouvelles apportées par *Parcours 3* (par exemple, sur les difficultés de logement).

A l'échelle de la zone d'emploi, les évolutions sont disparates, la conjoncture locale influençant fortement les situations des jeunes (cf. carte n°1). Les zones d'emploi qui ont connu l'accroissement le plus élevé en matière d'accueil entre 2004 et 2005 sont les Vosges de l'ouest, la Meuse du nord, Epinal et Saint-Dié. Dans quelques territoires, Toul et Remiremont-Gérardmer par exemple, l'évolution est négative. Sur Longwy ou Bar-le-Duc, les baisses sont toutefois de faible amplitude.

Les données disponibles ne permettent pas de déterminer si ces évolutions reflètent, des modalités spécifiques de fonctionnement des structures, en particulier un meilleur déploiement en zone rurale en lien avec des places allouées au titre du CIVIS, ou un meilleur suivi des dossiers des jeunes grâce à *Parcours 3*.

#### Graphique n°1

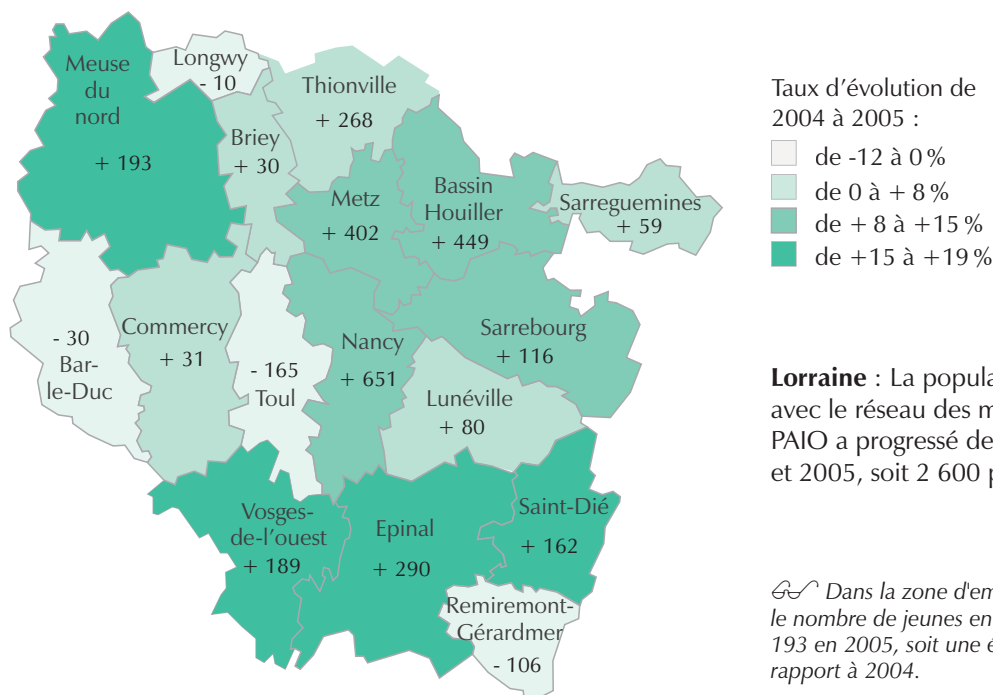
##### Evolution annuelle des effectifs des jeunes en contact par sexe de 2000 à 2005



Source : Missions locales et PAIO de Lorraine, Entrepôt régional *Parcours 3*, *Parcours 2.17*

## Carte n°1 - Evolution de 2004 à 2005 par zones d'emploi

Le chiffre indiqué représente la différence d'effectifs entre 2004-2005



**Lorraine :** La population en contact avec le réseau des missions locales et PAIO a progressé de 7,9 % entre 2004 et 2005, soit 2 600 personnes en plus.

📍 Dans la zone d'emploi de Meuse du nord, le nombre de jeunes en contact a progressé de 193 en 2005, soit une évolution de 18,3 % par rapport à 2004.

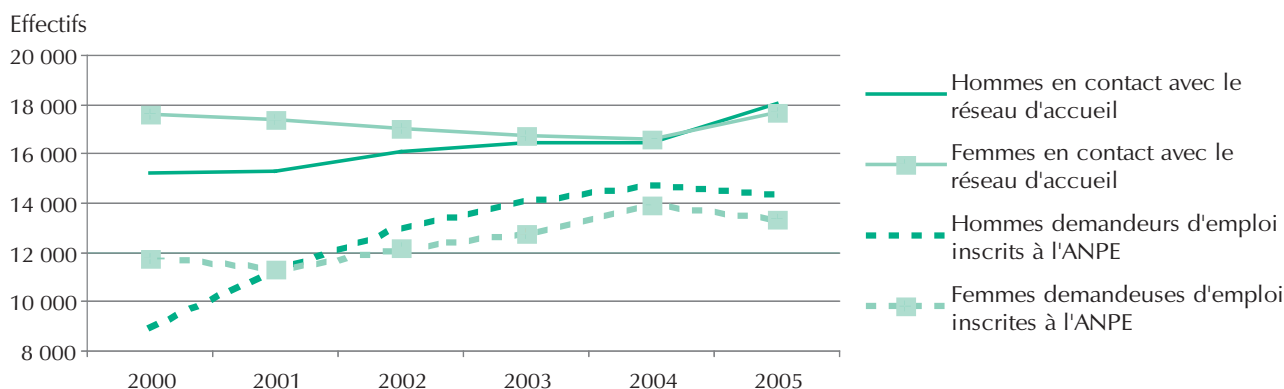
Source : Missions locales et PAIO de Lorraine, Entrepôt régional Parcours 3

## Le rapprochement entre population en contact avec le réseau et population juvénile au chômage, plus que jamais délicat

Lorsque l'on rapproche les statistiques issues du réseau d'accueil (les jeunes en contact) avec celles produites par l'ANPE (la demande d'emploi en fin de mois ou DEFM), on constate jusqu'en 2004 une certaine convergence, même si des écarts d'effectifs entre les deux sources d'information restent importants. En 2005, ce mouvement de convergence s'est interrompu ; le nombre de jeunes demandeurs d'emploi (de catégories 1, 2 et 3) a reculé de 3,5 % alors que la fréquentation du réseau s'est amplifiée (cf. graphique n°2). Les effectifs des jeunes en contact en 2005 supplantent de 29 % ceux des demandeurs d'emploi de moins de 26 ans inscrits à l'ANPE au 31/12/2005.

Le problème de ce type de rapprochement, couramment effectué afin d'estimer le degré de couverture du réseau d'accueil auprès de la population juvénile potentiellement bénéficiaire (jeunes non scolarisés et en voie d'insertion professionnelle) est qu'il revient à comparer des données de flux (côté réseau) à des données de stock (côté ANPE). Il ne peut donc rendre compte de l'extrême labilité des situations sur le marché du travail. Or, cette année, pour la première fois, les données de *Parcours 3* ont été confrontées d'une part, avec celles du *Fichier Historique Statistique* des demandeurs d'emploi et d'autre part, avec les résultats de l'enquête *Génération 2001* en Lorraine. Le bilan de ces deux rapprochements est le même : le nombre de jeunes confrontés au chômage est beaucoup plus important que ce que l'on aurait pu croire. Exploitant le *Fichier Historique Statistique* des demandeurs d'emploi, la DRTEFP de

## Graphique n° 2 - Evolution des effectifs des jeunes en contact avec le réseau d'accueil et des effectifs de jeunes âgés de moins de 26 ans demandeurs d'emploi au 31 décembre de l'année



Source : Pour les jeunes en contact avec le réseau d'accueil : Missions locales et PAIO de Lorraine, Entrepôt régional Parcours 3, Parcours 2.17  
Pour les demandeurs d'emploi : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement - Marché du travail : DEFM de catégories 1, 2 et 3

Lorraine a examiné la situation des jeunes de moins de 26 ans pour lesquels on trouve au moins une inscription à l'ANPE au titre de l'année 2005 (ces jeunes ont pu rester quelques jours au chômage ou au contraire plusieurs mois, voire toute l'année). Elle a constaté qu'environ 75 200 individus différents de moins de 26 ans figuraient dans les fichiers pour la période observée (dans une des catégories 1, 2 ou 3). Cet effectif représente plus du double des jeunes qui ont été en contact avec le réseau durant la même période (si l'on excepte les dossiers archivés en cours d'année). Un quart de ces 75 200 personnes ont connu plusieurs inscriptions au cours de l'année, vraisemblablement en lien avec une alternance entre des périodes d'activité et des périodes de chômage. La durée moyenne d'inscription au chômage cumulée de janvier à décembre 2005 représente cependant 148 jours par demandeur d'emploi (143 jours pour les hommes et 154 jours pour les femmes), ce qui est loin d'être négligeable.

Même bilan côté enquête *Génération 2001*. Les travaux menés par l'OREFQ en partenariat avec le GRÉE (Groupe de recherche sur l'éducation et l'emploi, centre associé du Céreq en Lorraine) sur les 32 940 jeunes sortis de formation initiale de l'année 2001 (interrogés trois ans après leur sortie du système scolaire, voir *Brèves* pour en savoir plus), nous révèle que la quasi-totalité des jeunes ayant connu une période de chômage supérieure à trois mois s'est inscrite à l'ANPE et qu'environ la moitié des chômeurs s'est rendue dans une Mission locale ou une PAIO. Parmi ces jeunes chômeurs qui se tournent vers le réseau d'accueil, 2 sur 3 sont non diplômés. D'ailleurs dans plus d'un cas sur cinq, les jeunes en contact indiquent que l'ANPE ou l'ASSEDIC sont à l'origine de leur inscription.

Ces données externes confirment l'ouverture du réseau à l'accueil des jeunes les plus démunis sur le plan du bagage scolaire. Combien sont ceux qui échappent aux deux institutions cependant ? Personne ne peut le dire.

### Les difficultés particulières en matière d'emploi sont confirmées pour les jeunes résidant en ZUS

Qu'en est-il aujourd'hui de l'équilibre des quartiers et de la confiance qu'on peut donner aux jeunes en l'avenir ? Après les mouvements sociaux qui ont agité les banlieues

---

1. Le terme de ZUS désigne des territoires infra-urbains définis par les pouvoirs publics pour être la cible prioritaire de la politique de la ville. Ces ZUS sont habituellement situées en périphérie des grandes villes, marquées par un habitat dégradé et/ou concentrationnaire, une forte densité de population et un niveau élevé de personnes au chômage. En Lorraine, les ZUS concentraient 7 % de la population totale en 1999 (dernière date d'actualisation des données exhaustives du recensement de l'INSEE) mais 10 % des 15-24 ans.

L'Atlas des ZUS mis en ligne sur le site de la délégation interministérielle à la ville fait apparaître 38 ZUS dans notre région : 9 en Meurthe-et-Moselle, 2 en Meuse, 22 en Moselle et 5 dans les Vosges (cf. <http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/chercherZUS.htm>).

à la fin de l'année 2005, les phénomènes de ségrégation dont est victime une partie de la jeunesse ne peuvent plus être ignorés. 18 % des jeunes en contact sont signalés par le réseau comme résidant dans une zone urbaine sensible (ZUS)<sup>1</sup>. Au Recensement de population de 1999, le taux de chômage des 15-24 ans entrés dans la vie active était de 25,1 % dans l'ensemble de la Lorraine contre 39,4 % dans les ZUS. Ne disposant pas encore de données actualisées à partir du nouveau recensement, s'effectuant en continu, nous avons essayé de dresser un état de la situation de ces jeunes habitant en ZUS à partir de la source *Parcours 3*. Les enjeux sont en effet importants car on sait que le fait de concentrer des populations présentant des difficultés de tous ordres (économiques, d'intégration, d'insertion professionnelle, etc.) favorise l'aggravation des problèmes et leur normalisation à l'intérieur des groupes sociaux concernés.

Les jeunes résidant en ZUS ont tendance à rechercher plus tôt l'aide du réseau d'accueil. Ainsi, parmi l'ensemble des jeunes en contact avec les structures lorraines, 30 % de ceux qui résident en ZUS sont sortis du système scolaire depuis moins de 6 mois alors que la part de leurs pairs dans la même situation mais résidant dans un autre type de territoire n'est que de 25 %. En zone urbaine, la proximité de service des structures d'accueil facilite en effet l'entrée en contact. De plus, la proportion d'inscrits dans l'année (ou premiers accueils) est plus faible chez les jeunes résidents de ZUS de plus de 6 points par rapport aux jeunes résidents sur le reste du territoire lorrain. Ces jeunes sont donc exposés à un plus long suivi de la part des structures d'accueil.

En ce qui concerne le niveau de formation initial, les décalages existent également. D'une façon générale, le poids relatif des niveaux Vbis ou VI est moindre en 2005 qu'il ne l'était 5 ans auparavant<sup>2</sup> (recul de 1,3 point par rapport à 2000, dans le sens de l'élévation générale du niveau de formation) avec cependant des effectifs en valeur absolue plus élevés : 16 861 contre 15 934. Mais on observe une sur-représentation flagrante des niveaux Vbis et VI chez les résidents en ZUS en contact par rapport aux jeunes non résidents en ZUS : respectivement 58 % contre 45 %.

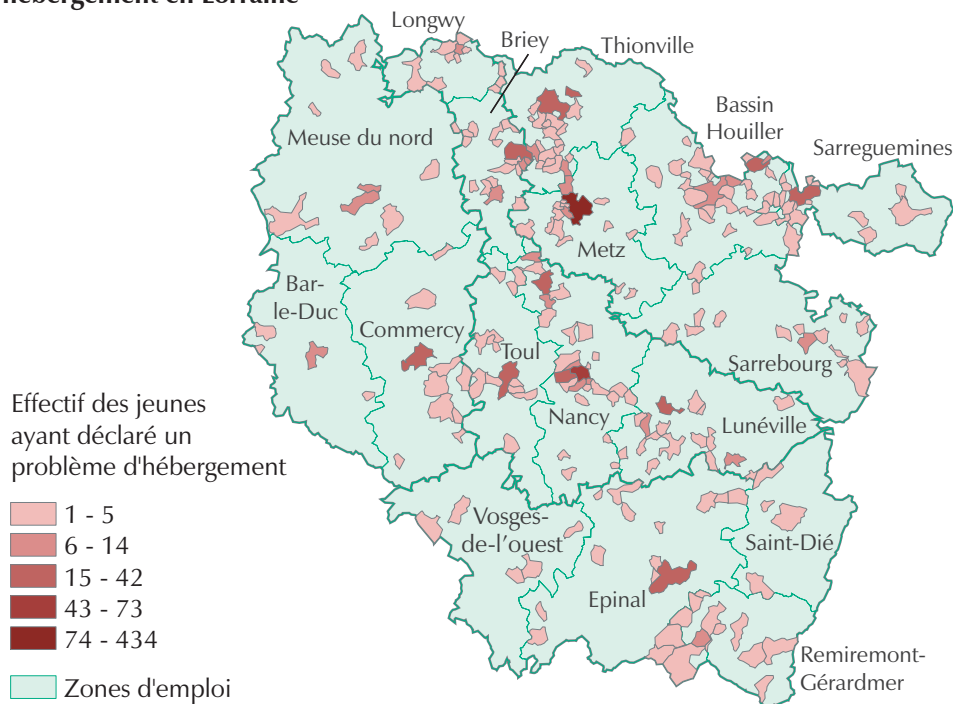
Par ailleurs, les jeunes exerçant des responsabilités parentales sont plus nombreux dans les ZUS que dans le reste du territoire lorrain (respectivement 10,8 % des

---

2. Attention. Pour plus de 8 % des jeunes en contact en 2005, les renseignements portés dans *Parcours 3* n'ont pas permis de déterminer le niveau de diplôme validé.

Pour mémoire, le Recensement de la population générale effectué par l'INSEE mettait déjà en évidence un écart de niveau de diplôme important au sein de la population lorraine en mars 1999 : 33 % de non diplômés chez les 15-24 ans (hors scolaires et étudiants) résidant en ZUS contre 19,8 % dans l'ensemble de la région. En 1990, selon la même source, ces taux étaient respectivement de 43,6 % dans les ZUS contre 31,3 % pour la Lorraine. Les valeurs se sont donc bien rétractées mais en proportion, l'écart s'est accru.

## Carte n°2 - Les jeunes en contact avec le réseau d'accueil ayant déclaré des problèmes d'hébergement en Lorraine



© IGN - GEOFLA

Source : Missions locales et PAIO de Lorraine, Entrepôt régional Parcours 3

effectifs concernés contre 8,2 %). Il est possible que l'offre de logements à loyer modéré explique la concentration de jeunes parents dans ces zones. La vie en couple est aussi plus fréquente en ZUS. Enfin, les jeunes vivant dans leur famille sont plus nombreux de 7,6 points en ZUS qu'ailleurs (75,7 % des jeunes concernés contre 68,1 %).

Selon les Conseillers des Missions locales et PAIO qui saisissent les renseignements dans *Parcours 3*, des difficultés de logement se rencontrent dans les zones urbaines et interurbaines et sporadiquement en milieu rural (cf. carte n°2). Dans les ZUS, ces problèmes de logement déclarés sont moins fréquents qu'en dehors : respectivement 2,7 % contre 3,7 %.

### La mobilité des jeunes s'améliore sensiblement grâce aux transports en commun

La proportion des jeunes qui ne sont dotés d'aucun moyen de locomotion s'est résorbée de 2,2 points pour passer à 11 % de la population accueillie. Cependant, la part des jeunes de 18 ans et plus ayant déclaré avoir le permis en 2005 est nettement plus basse qu'en 2000 (37 % contre 42 % cinq ans auparavant). Ce sont la politique de développement des transports en commun et d'incitation à leur fréquentation ainsi que l'accroissement des difficultés des jeunes à assumer économiquement les coûts globaux attachés à l'usage d'un véhicule (permis, achat, assurance, entretien, carburant) qui expliquent vraisemblablement cette chute.

La part des usagers des transports en commun dans la source *Parcours 3* a ainsi progressé de plus de 6 points pour atteindre 47 % des jeunes en contact en

Lorraine en 2005. Un zoom sur les zones d'emploi place Briey, Toul, Metz, Thionville et Sarrebourg en tête du classement pour l'usage des transports en commun chez les jeunes en contact avec le réseau. En Meuse en revanche, ce type de transport ne progresse que très modestement et il régresse même dans les Vosges à l'exception de la zone d'emploi d'Epinal. Assez logiquement, ce sont les deux pôles urbains de Lorraine, Nancy et Metz, qui présentent les plus forts taux de recours aux transports collectifs, avec près de 69 % des jeunes en contact qui déclarent les utiliser pour leurs déplacements réguliers.

### Une meilleure qualité des emplois mais une progression du chômage

Comment évolue la situation des jeunes sur le marché du travail au cours de la prise en charge par le réseau (cf. graphique n°3 et encadré n°2) ? On constate durant l'année 2005 une légère amélioration de la qualité des emplois occupés par les jeunes qui travaillent, si l'on en juge la nature des contrats signés. Ainsi, la durée passée en emploi non aidé (CDI, CDD, travail temporaire ou saisonnier) constitue en moyenne 24 % du temps des jeunes au bout d'un an de contact avec le réseau, contre 21,6 % en 2003.

Pour les jeunes résidant en ZUS toutefois, ce temps passé en emploi non aidé est seulement de 15,9 %, contre 25,8 % pour ceux qui ne résident pas dans une ZUS. Les résultats de l'enquête *Génération 2001* en Lorraine ont montré la relation entre l'élévation du niveau de formation et la facilité d'accès à un CDI au cours des trois premières années de vie active. On trouve ici (si besoin était encore



**Tableau n°1 – Evolution des caractéristiques des jeunes en contact entre 2000 et 2005 et écarts selon le lieu de résidence (ZUS /non ZUS) en 2005**

2000	2005	écart 2000/2005	Principales caractéristiques des jeunes en contact	2005	
				ZUS	Hors ZUS
32 860	35 697	+ 2 837	<b>Nombre de jeunes en contact</b>	<b>6 400</b>	<b>29 297</b>
100,0	100,0	-	<b>Poids (%)</b>	<b>17,9</b>	<b>82,1</b>
53,5	49,5	- 4,0	% femmes	48,3	49,7
2,6	1,8	- 0,8	% travailleurs handicapés	1,7	1,8
-	3,5	-	% problèmes de logement	2,7	3,7
69,6	69,4	- 0,2	% vivant chez parent(s) ou famille	75,7	68,1
13,2	11,0	- 2,2	% sans moyen de locomotion	6,7	11,9
40,8	47,0	+ 6,2	% usagers transports en commun	62,8	43,5
41,7	37,4	- 4,3	% permis chez 18 ans et plus	31,0	38,7
8,9	8,7	- 0,2	% ayant enfant(s)	10,8	8,2
86,7	87,7	+ 1,0	% célibataires	86,3	88,0
12,5	11,1	- 1,4	% couples	12,3	10,9
48,5	47,2	- 1,3	% niveaux Vbis ou VI	57,8	44,9
33,3	37,0	+ 3,7	% premiers accueils	31,7	38,1
-	26,2	-	% sortis du système scolaire depuis moins de 6 mois	30,1	25,3
-	19,7	-	% sortis du système scolaire depuis 6 à 11 mois	20,2	19,6

Source : Missions locales et PAIO de Lorraine, Entrepôt régional Parcours 3 pour 2005 et Parcours 2.17 pour 2000

Les statistiques de l'année 2000 ont été prises comme point de référence pour apprécier les évolutions dans les caractéristiques des jeunes accueillis. Ainsi, les femmes ne sont plus majoritaires parmi les personnes en contact. Leur part est descendue à 49,5 % des personnes en contact en 2005 alors qu'elle s'élevait à 53,5 % cinq ans auparavant. Autres exemples : la proportion des jeunes en contact avec le réseau depuis moins d'un an a progressé de 3,7 points ; celle des célibataires a évolué d'1 point ; 1,8 % des jeunes en contact en 2005 ont déclaré avoir une reconnaissance de travailleur handicapé contre 2,6 % en 2000.

de le démontrer) les arguments en faveur d'une incitation à l'amélioration des performances scolaires des enfants issus de ces quartiers classés prioritaires par la politique de la ville. Outre la lutte contre les discriminations, il convient de renforcer leurs chances d'accès à des emplois stables.

Cette amélioration de la qualité des emplois dont bénéficie une petite minorité ne doit pas cacher la progression du chômage qui s'est amplifiée depuis 2003 au cours de la première année de contact. Pour l'ensemble des jeunes Lorrains connus du réseau, on passe de 73 % du temps passé au chômage pendant le premier mois de contact, à 44 % le douzième mois, soit une régression de 29 points contre 37 en 2003. Lorsque l'on se focalise sur le chômage des jeunes résidant en ZUS, on observe qu'il constituait encore 53 % du temps après 12 mois de contact, soit une résorption de la situation de chômage de 24 points en un an contre 30 points chez les jeunes ne résidant pas en ZUS. L'enquête *Génération 2001* en Lorraine vérifie que la probabilité de connaître une période de chômage au cours des 3 premières années de la vie active s'élève au fur et à mesure que le niveau d'études diminue, comme cela a déjà été évoqué.

La mise en place du CAE (contrat d'accompagnement dans l'emploi) associée à l'étiollement programmé des CES-CEC (contrats emploi-solidarité et consolidés) a entraîné une chute de la part des contrats aidés dans l'emploi du temps des jeunes, au douzième mois de prise en charge par le

réseau elle est passée de 6,4 % en 2003 à 2,8 % en 2005. Là encore, les résultats distinguent les résidents de ZUS des résidents des autres types de territoire (respectivement 4,6 % de leur douzième mois de contact dans ces formes de contrat contre 2,4 %).

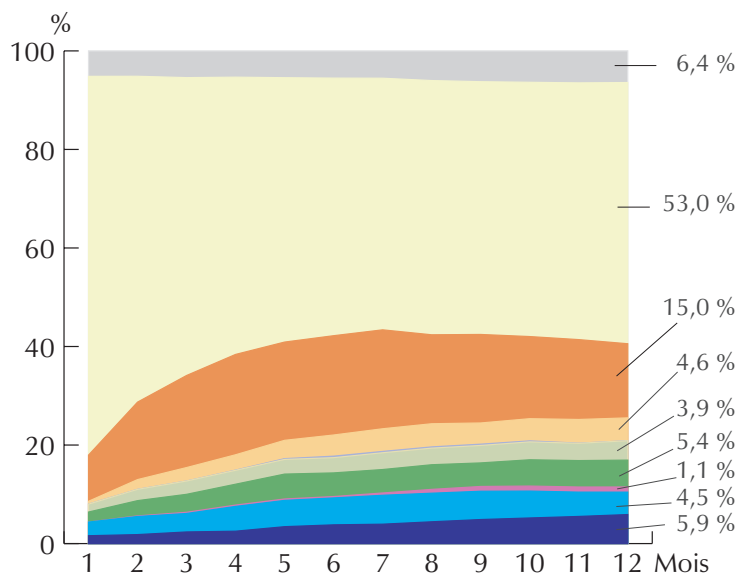
Enfin, le temps passé en formation continue au douzième mois de contact avec le réseau a fléchi d'un point entre 2003 et 2005, les jeunes n'y consacrant que 15,4 % de leur temps. Les contrats emploi-formation (ou contrats en alternance) ont fortement chuté depuis 2003, passant de 10,3 % à 6,3 % du temps au bout d'une année de suivi par le réseau. Cette régression alarmante pour les moins qualifiés interroge la capacité du tissu productif à former les jeunes qui n'ont pas réussi à investir dans le système scolaire. Quant aux jeunes résidant en ZUS, le temps passé en contrat en alternance se réduit encore pour atteindre 3,9 %.

Concomitamment, les temps de situation non professionnelle ont quasiment doublé entre 2003 et 2005, en passant de 3,2 à 6,3 % du douzième mois de contact.

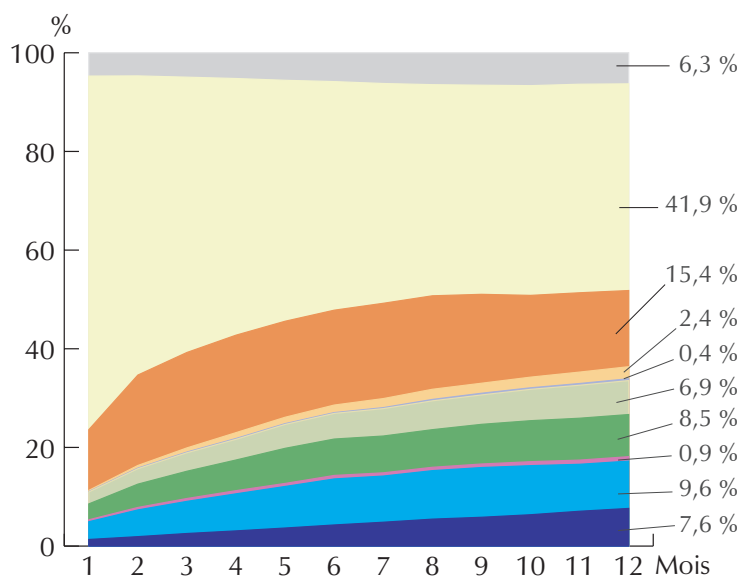
Les présents résultats invitent à une sérieuse mobilisation citoyenne en faveur de l'insertion de jeunes, non seulement des pouvoirs publics mais aussi des dirigeants des entreprises lorraines. Est-il vraiment si difficile de miser sur la jeunesse, de lui faire confiance, pour construire une région plus solidaire ?

**Graphique n°3 - Evolution de la part du temps passé par les jeunes sortis du système scolaire pendant les douze premiers mois de contact avec le réseau, selon le lieu de résidence (ZUS/non ZUS)**

**3a - dans les ZUS**



**3b - Hors des ZUS**



Source : Missions locales et PAIO de Lorraine, Entrepôt régional Parcours 3

**Encadré n° 2**

**Mode de calcul de l'indicateur utilisé dans le graphique n°3 :**

L'observation est effectuée sur l'ensemble des jeunes qui sont toujours en contact avec le réseau à la date du 31/12/2005 et qui se sont inscrits à la ML ou PAIO durant l'année 2004. Sont exclus de cette sous-population les jeunes qui ont réintégré la formation initiale. Pour chaque jeune, on comptabilise mois par mois et pendant une période qui dure 12 mois après l'inscription chaque situation vécue (travail, inactivité, formation professionnelle, chômage, etc.). L'effectif pris en compte dans le calcul varie de 5 153 personnes à 4 322 personnes (le différentiel, soit 831 personnes, correspond à des dossiers dont les situations individuelles ne sont pas toujours renseignées).

Tous doublons de situations ont été éliminés pour ne garder que la situation la plus favorable au jeune (exemple : pour un jeune suivant une formation et toujours considéré parallèlement comme demandeur d'emploi, seul son temps passé en formation est pris en compte).

Puis, la proportion passée par le jeune dans chacune des situations différentes est calculée en tenant compte du nombre réel de jours dans chaque mois.

Le graphique n°3 rend compte de l'évolution au cours du temps pour l'ensemble de la sous population définie précédemment. Dans le corps du bulletin, on s'intéresse davantage à une comparaison entre la situation de départ et la situation d'arrivée.

## Génération 2001 en Lorraine... Quand l'école est finie.

Outil d'analyse des trajectoires d'insertion professionnelle des sortants de formation initiale, l'enquête *Génération* développée par le CÉREQ (Centre d'Études et de Recherches sur les Qualifications) est mise en œuvre au niveau national depuis 1992. Reproduite en 1998 puis en 2001, la procédure d'enquête a permis de décliner son dernier cru à l'échelle régionale. Trois régions se sont prêtées au jeu pour l'interrogation : la Bretagne, la Franche-Comté et la Lorraine.

En partenariat avec le GRÉE (Groupe de Recherche sur l'Éducation et l'Emploi) et la DRTEFP Lorraine (Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle), l'OREFQ a réalisé une analyse des données régionales. Des résultats originaux sur la situation des jeunes Lorrains au regard de l'emploi, du chômage et de la formation tout au long du parcours d'insertion sont rassemblés dans cette première publication. La diversité des trajectoires d'entrée dans la vie active selon la formation initiale, le sexe et les origines socioculturelles y est étudiée. Une analyse des mobilités professionnelles et des évolutions en début de carrière complète cette exploitation des données lorraines.

Des travaux d'approfondissement des résultats sont également programmés pour les deux années à venir.

La brochure *Génération 2001 en Lorraine... Quand l'école est finie* est disponible gratuitement en version papier sur simple demande adressée à l'Observatoire ou en téléchargement sur le site Internet ([www.orefq.fr](http://www.orefq.fr), rubrique : *Autres productions / Publications / Insertion des jeunes*).

## Effets de l'évolution démographique sur le marché de l'emploi dans la Grande région

L'Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi (OIE) auquel contribue l'OREFQ en partenariat avec un réseau d'instituts d'études vient de publier ce cahier thématique dans le cadre du projet général intitulé «Etat d'avancement, perspectives et exigences d'action du marché de l'emploi dans la Grande Région d'ici l'année 2020» financé par Interreg IIIC (OCR e-Bird).

L'OIE dresse un point de la situation et des perspectives démographiques sur ce vaste territoire jusqu'en 2020. Il apparaît que le déclin démographique, qui s'observe déjà dans certaines composantes de la Grande Région, conduira à un manque d'actifs en raison du faible effectif entrant sur le marché du travail, eu égard au nombre de départs à la retraite attendu.

Quelques solutions sont envisagées pour pallier les déséquilibres sur des marchés spécifiques. Un meilleur recours tant quantitatif que qualitatif à la main d'œuvre féminine, juvénile et aux seniors est préconisé. Par ailleurs, les facteurs de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle sont soulignés par les auteurs du cahier.

Cette publication sera mise prochainement en ligne sur le site Internet de la Grande Région :

[www.granderegion.net](http://www.granderegion.net)

Un CD-Rom comportant deux publications, une synthèse et un fonds documentaire est également disponible sur demande à l'OREFQ.

## L'inemployabilité est-elle devenue une nouvelle pathologie mentale ?

L'hypothèse soutenue par l'auteur de cette livraison des *Nouveaux cahiers du GRÉE*, Mathieu Béraud, est que le concept d'employabilité, déployé en véritable paradigme dans un contexte de chômage croissant et de durcissement des conditions d'entrée et de stabilisation sur le marché du travail (en particulier pour les jeunes non qualifiés), conditionne les représentations et façonne les pratiques professionnelles des acteurs chargés de l'insertion.

Les caractéristiques psychosociales des individus tendent ainsi à devenir des critères presque aussi déterminants que la formation ou l'expérience jusqu'à présent classiquement retenus pour apprécier les candidatures sur le marché du travail ou au cours des évolutions de carrière.

Une enquête menée dans une Mission locale et des Centres Médico-psychologiques auprès de jeunes et de praticiens intervenants illustre ce phénomène. Les difficultés d'insertion sont dans certains cas interprétées comme le signe de « troubles » psychologiques ne permettant pas aux individus concernés de s'adapter aux contraintes du marché du travail.

La publication (il s'agit du n°3 de la série, paru en septembre 2006) est disponible sur le site Internet du GRÉE (<http://www.univ-nancy2.fr/GREE/>).